

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 8 Février 2011

Nombre d'élus : 23
En fonctions : 23
Présents : 21

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes PALUCCI - MAHIEU - GAUGIN - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS -Adjoint.

Mmes CUSUMANO - ANTOINE – FLORI - DILLER - (Mmes PATRICOLA – HERZHAUSER arrivées au cours du point n°2)
M. PERRET - KAUFFER - VINCENT - BRABLE - CORTINA (absent après le point 14c) - QUINIO - OMINETTI - TISON (arrivé au cours du pont n°2) Conseillers.

Absente excusée: Mme ANDRE → proc à M. DHIOS

Absent M. LORANG

Date d'envoi de la convocation : 2 février 2011

Secrétaire de séance : Mme FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation du Compte rendu du CM du 14 décembre 2010
2. Mise en place d'un PAEN : accord de principe
3. Demande de subvention pour la micro-crèche au FEDER
4. Demande de subvention pour la micro-crèche au Ministère de l'Intérieur
5. Rubrique « Petites Annonces » sur le site Internet : décision à intervenir
6. Columbarium : décision à intervenir
7. Classe verte : participation de la commune : décision à intervenir
8. Animations estivales 2011 : modification des dates d'ouverture – tarifs 2011
9. Taxe d'habitation pour les logements vacants depuis plus de 5 ans.
10. Achat du terrain sis en section 9 n°183 et 203
11. Achat terrains - succession EMBRY
12. Projet de programme Local de l'Habitat de Metz Métropole
13. Remboursement de sinistre
14. Subventions communales aux associations
15. Droit de Prémption urbain
16. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2010

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 14 décembre 2010 est approuvé à l'unanimité.

2) MISE EN PLACE D'UN PAEN – ACCORD DE PRINCIPE

Rapporteur : Madame PALUCCI

Mme PALUCCI rappelle au Conseil que, dans le cadre de sa politique de revitalisation des coteaux en friche à l'ouest du village, entre Scy et Lessy, politique inscrite dans son PADD (plan de développement durable), la commune souhaite mettre en place, sur la zone qui se trouve au nord et au sud de la route de Lessy - plus de 60 ha - un PAEN (périmètre agricole et espaces naturels), en référence à la loi de développement des territoires ruraux, promulguée le 23 février 2005.

➤ En effet ces territoires représentent par leur qualité d'exposition et la richesse de leur terre un fort potentiel agricole dont témoigne leur histoire. Par ailleurs, ils jouxtent les zones classées en espaces naturels sensibles (ENS) et la zone Natura 2000, pelouses calcaires du pays messin. Le classement en PAEN permet une occupation mixte : mise en valeur agricole et maintien d'espaces naturels qui pourraient se traduire par une "trame verte": maintien de corridors de passages pour la faune et d'espaces permettant à la biodiversité de se maintenir.

➤ Des démarches fructueuses ont été entreprises auprès des collectivités territoriales: le Conseil Général – qui doit, selon la loi, être pilote de l'opération, le Conseil Régional, Metz Métropole, par le biais de Metz Métropole développement. Les administrations sont également impliquées dans la future organisation partenariale, dont la DDT (direction départementale des territoires), ainsi que les organismes professionnels : syndicat des viticulteurs, Chambre d'agriculture, SAFER.

Enfin ces orientations sont conformes aux objectifs du futur SCOT (schéma d'orientation territoriale)

➤ Ce projet est considéré comme un projet pilote qui peut être le point de départ de la reprise de l'agriculture périurbaine dans la région.

Ses enjeux sont multiples : environnementaux, par le maintien de zones nécessaires à la biodiversité et la promulgation d'une agriculture bio, paysagers grâce à la valorisation de ce territoire aujourd'hui en friche, économiques par l'installation de professionnels (viticulteurs, arboriculteurs, maraîchers) et la mise en place d'une agriculture vivrière à proximité immédiate de la ville de Metz.

➤ Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la poursuite de la démarche qui se concrétisera par :

la mise en place d'un Comité de pilotage,
une étude agro-environnementale, et une enquête publique pour approbation.

Le Conseil Général et le FEDAR (fonds européen agricole pour le développement rural) devraient subventionner en totalité la nomination d'un chargé de mission chargé de la gestion de la procédure et de l'étude agro-environnementale.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

donne son accord à la mise en place d'un PAEN.

Adopté à l'unanimité.

3) DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA MICRO-CRECHE AU FEDER

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que ce point a déjà été voté en séance du 29 juin 2010. Notre dossier a été déposé. Or il s'avère incomplet et il faut en l'occurrence rajouter une mention sur la

délibération. Le plan de financement sera également réajusté puisque le coût des travaux a été connu en septembre 2010.

La Commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009 de créer une micro crèche. Un maître d'œuvre a été retenu dans le cadre de la réhabilitation des locaux communaux rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre :	26 400 € HT
Mission SPS :	1 500 € HT
Contrôles Techniques :	6 300 € HT
Coût estimé des travaux :	287 300 € HT

Coût total du projet : 321 500 € HT

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du FEDER
- **s'engage** à prendre en charge la part non subventionnée. Si le montant FEDER alloué venait à être inférieur à celui escompté, la commune s'engage à augmenter d'autant son autofinancement.

Adopté à l'unanimité.

4) DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA MICRO-CRECHE AU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que ce point a déjà été voté en séance du 29 juin 2010. Le plan de financement doit être réajusté puisque le coût des travaux a été connu en septembre 2010.

La Commune a décidé, par délibération en date du 26 novembre 2009 de créer une micro crèche. Un maître d'œuvre a été retenu dans le cadre de la réhabilitation des locaux communaux Rue de Crimée.

Maîtrise d'œuvre :	26 400 € HT
Mission SPS :	1 500 € HT
Contrôles Techniques :	6 300 € HT
Coût estimé des travaux :	287 300 € HT

Coût total du projet : 321 500 € HT

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du Ministère de l'Intérieur.
- **s'engage** à prendre en charge la part non subventionnée.

Adopté à l'unanimité.

5) RUBRIQUE « PETITES ANNONCES » SUR LE SITE INTERNET – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS rappelle que lors du Conseil Municipal du 30 mars 2010, l'Assemblée avait décidé d'accepter, sur proposition de la commission Communication, de tester la mise en place d'un service « Petites Annonces » sur le site de la commune durant 6 mois.

La durée de test se termine et il convient maintenant de décider si cette formule est à retenir.

Il rappelle que ce nouveau dispositif à un coût de 900 € HT comprenant la conception et la mise en route de la rubrique. La commune a déjà versé la somme de 360 € qui correspond aux 6 mois de test.

Si la rubrique reste en place, il resterait à payer $900 - 360 = 540$ €. Il précise qu'une fois cette somme totale réglée, aucune somme ne sera demandée en sus les années suivantes.

Il informe que le service a plutôt bien fonctionné. 41 annonces ont été passées et 860 visiteurs ont été recensés. Ceci est satisfaisant pour une période de lancement.

La Commission Communication propose au Conseil de valider cette rubrique.

* M. NAVROT et QUINIO pensent qu'il existe des sites d'annonces gratuits sur Internet et que ce n'est pas la vocation du site communal de s'y substituer.

* M. le Maire répond que c'est un service de proximité qui permet vraisemblablement d'augmenter la fréquentation du site

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de pérenniser la rubrique « Petites annonces » sur le site communal.

Adopté à l'unanimité.

6) COLUMBARIUM – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe le Conseil qu'il ne reste plus qu'une seule case dans le columbarium de 12 cases construit en 2006. Il devient urgent de lancer un appel d'offres afin de compléter l'existant.

M. NICOLAY propose de faire un appel d'offres pour 12 nouvelles cases que l'on placera à gauche de l'église. D'après une première estimation, le coût pourrait s'élever à environ 20 000 €. La somme correspondante sera prévue au Budget Primitif 2011.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide l'achat de 12 cases supplémentaires et autorise le lancement de l'appel d'offres.

Adopté à l'unanimité.

7) CLASSE VERTE – PARTICIPATION DE LA COMMUNE – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE fait part à l'Assemblée du projet de « classe découverte » pour l'année 2010-2011 de l'école primaire B. Rabas.

2 classes sont prévues pour y participer : la classe de CM1/CM2 de Monsieur DHENNE et la classe de CM2 de Monsieur PICCIN soit au total 34 élèves.

Cette classe verte aura lieu à Talloires en Haute Savoie.

Madame ANTOINE rappelle que l'an passé, 3 classes étaient prévues et la commune avait choisi de participer à 2 classes avec un maximum de 49 élèves et pris la décision de ne subventionner qu'une seule classe les années à venir.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **rappelle** la dernière délibération et son désir de se limiter à une classe.

❖ **accepte** toutefois cette année encore, compte tenu des effectifs, la prise en charge de 2 classes, cette solution permettant une organisation plus rationnelle.

Adopté à l'unanimité.

8) ANIMATIONS ESTIVALES 2011 – MODIFICATION DES DATES D'OUVERTURE – TARIFS 2011

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE rappelle à l'Assemblée que jusqu'à présent les animations estivales étaient ouvertes de mi juillet à mi août. Vu la nette baisse de fréquentation en août, elle propose d'ouvrir uniquement en juillet mais tout le mois.

Le fil conducteur de ces 4 semaines sera « LES ARTS ». Il se déclinera sous diverses thématiques comme le cinéma, la photographie, la peinture, la littérature et la musique.

Des visites sont prévues :

- Centre Pompidou et aux Musées de la Cour d'Or
- Librairie Le Préau
- Visite des coulisses d'un cinéma

Comme l'an passé, une sortie hebdomadaire à la piscine de Boulay est prévue. La piscine sera entièrement réservée pour notre centre et un pique-nique aura lieu sur place dans le parc.

Elle propose également de conserver les tarifs votés en 2010 comme suit :

Tarif par semaine et par enfant	Enfants de Scy-Chazelles (scolarisés ou habitant dans la commune)	Enfants extérieurs à la commune
Sans repas	43 €	63 €
Avec repas	73.50 €	110 €

Un supplément de 8 €/enfants sera demandé aux familles dont les enfants participeront aux veillées. Cela comprend le repas du soir, les activités, la garde de nuit et le petit déjeuner).

Il est rappelé que dans tous les cas, l'inscription se fait à la semaine et que toute semaine commencée est due et sera facturée dans son intégralité.

Les inscriptions des petits pourront se faire éventuellement tous les matins ou tous les après-midi. Le prix de la semaine indiqué ci-dessus sera alors divisé par deux.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte l'ouverture des animations estivales tout le mois de juillet ainsi que les tarifs comme indiqués ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

9) TAXE D'HABITATION POUR LES LOGEMENTS VACANTS DEPUIS PLUS DE 5 ANS

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE expose à l'assemblée que l'article 47 de la loi portant engagement national pour le logement (loi n°2006-872 du 13 juillet 2006), codifié à l'article 1407 bis du code général des impôts (CGI), donne la possibilité aux communes non concernées par la taxe annuelle sur les logements vacants d'assujettir à la taxe d'habitation les logements vacants depuis plus de 5 années au 1er janvier de l'année d'imposition.

La délibération doit être prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante, Cet assujettissement concerne la part communale.

La vacance s'apprécie au sens des paragraphes V et VI de l'article 232 du CGI (n'est pas considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est supérieure à 30 jours consécutifs au cours de chacune des années de la période de référence et n'est pas due la taxe en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable).

En cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune. La taxe est établie au nom du propriétaire, de l'usufruitier, du preneur du bail à construction ou réhabilitation, ou de l'emphytéote qui dispose du local depuis le début de la période de vacance.

* M. NAVROT ajoute que, d'après le recensement 2007, il y aurait au village 65 logements vacants. Cela ne signifie pas que tous sont concernés par cette taxe.

* M. BRABLÉ précise qu'une liste précise et actualisée sera communiquée par les services fiscaux.

* M. NAVROT pense que cette taxe peut effectivement servir à remettre sur le marché certains logements les chiffres émanant des communes l'ayant déjà instaurée démontrant cela.

* M. CORTINA ne pense pas que cette taxe ait forcément une incidence sur les logements vacants.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** l'assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de 5 années au 1er janvier de l'année d'imposition, conformément aux dispositions de l'article 1407 bis du CGI.

Cette décision prend effet à compter de l'année 2012.

Adopté à l'unanimité.

10) ACHAT DU TERRAIN SIS SECTION 9 N°183 ET 203

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Ce point a été discuté en réunion de bureau des 4 et 18 janvier derniers.

M. BRABLÉ rappelle qu'il s'agit des terrains sur lesquels se situe « l'Éléphant Bleu » Voie de la Liberté et appartenant à Réseau Ferré de France. RFF se propose de vendre ceux-ci et la commune a un droit de priorité de deux mois. La superficie totale est de 20 ares mais seuls environ 13 ares sont urbanisables.

Une demande d'évaluation a été faite auprès de France Domaines par le propriétaire. La somme de 74 188,25 € a été retenue. Le prix de vente est donc de 74 188,25 € + TVA soit 88 729,15 € TTC.

Monsieur BRABLÉ précise que l'« l'Éléphant Bleu » loue ce terrain. Après rencontre avec le locataire, il est apparu qu'il s'acquitte d'un loyer de 11 400 €/an, qu'il désire poursuivre son activité et qu'il est même prêt à accepter de payer un loyer plus élevé pour y parvenir.

Dès lors, cette acquisition paraît très rentable pour la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de se porter acquéreur des terrains sis section 9, n° 183 et 203 pour un montant de 74 188,25 € HT soit 88 729,15 € TTC.

Adopté à l'unanimité.

11) ACHAT TERRAINS – SUCCESSION EMBRY

Rapporteur : Monsieur BRABLÉ

M. BRABLÉ informe l'Assemblée du courrier de Mme EMBRY-GODIN représentant les héritiers, de 8 terrains d'une contenance totale de 92,20 ares sis à divers endroits sur la commune en zone non constructible.

Elle propose de les vendre en un seul lot à 10 000 €. Une demande d'évaluation a été faite auprès des services de France Domaines qui ont estimé la valeur vénale de l'ensemble des terrains à 5 000 €.

La commune a fait une proposition à 7 000 € qui a été acceptée par les héritiers.

Liste des terrains :

- Section 1 n°29 de 14.39 a (
- Section 1 n°105 de 4.74 a
- Section 1 n°119 de 4.37 a
- Section 1 n°289 de 25.38 a
- Section 2 n°60 de 4.09 a
- Section 6 n°46 de 3.01 a
- Section 8 n°165 de 2.97 a
- Section 9 n°141 de 33.30 a

M. BRABLÉ indique sur le plan affiché en salle du Conseil l'emplacement de ces terrains et précise l'importance de certains pour la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ❖ décide l'acquisition des terrains ci-dessus énumérés au prix de 7 000 € le lot.
- ❖ propose de confier à Maître ROTH l'établissement de l'acte en accord avec les propriétaires.
- ❖ autorise le Maire à signer l'acte à intervenir et tous documents y afférent.

Adopté à l'unanimité.

12) PROJET DE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DE METZ METROPOLE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil de l'arrêt du projet du second PLH de Metz Métropole lors du Conseil de Communauté du 13 décembre 2010. Il convient maintenant aux 40 communes membres d'approuver le document dans son intégralité dans un délai de 2 mois, conformément à l'article R 302-9 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ce document était consultable en mairie depuis le 20 décembre 2010 (un rappel a été fait lors de la réunion de bureau du 4 janvier 2011 et inscrit dans le compte rendu transmis à chacun).

Il explique :

Par délibération du 28 juin 2005, le Conseil de Communauté a validé le principe de révision de son PLH. A l'issue des concertations avec l'ensemble des acteurs de l'habitat, privés et publics, associatifs et institutionnels, et des débats au sein de la Communauté d'Agglomération à travers la Commission Cohésion Sociale, le Bureau Délibérant et les réunions avec les communes membres, le Conseil Communautaire de Metz Métropole a décidé d'arrêter le projet de PLH par délibération, le 13 décembre 2010.

Conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitat, le PLH est un outil de programmation qui permet d'articuler sur un territoire donné les politiques d'aménagement et d'habitat. Il définit pour une durée déterminée (6 ans), les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre

aux besoins en logement et à favoriser la mixité sociale en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements sur le territoire de l'agglomération.

Le projet de PLH comprend trois parties :

- Le Diagnostic qui analyse le fonctionnement du marché local du logement et les conditions d'habitat sur l'ensemble du territoire.
- Le Document d'orientations qui, au regard des enjeux de développement maîtrisé et solidaire de l'habitat, se décline en 4 axes prioritaires :
 - attirer les jeunes ménages et les familles sur le territoire,
 - répartir l'offre sociale et garantir la mixité,
 - promouvoir un habitat durable,
 - partager la politique de l'habitat

Conformément à la loi de Mobilisation pour le Logement et de Lutte contre l'exclusion (MOLLE) du 25 mars 2009, les objectifs de production en logements aidés ont été répartis par commune afin d'assurer une mixité résidentielle sur l'agglomération.

- Le Programme d'actions qui traduit ces 4 orientations en 28 actions à conduire sur la durée du PLH.

Monsieur le Maire précise que l'objectif est de construire 1000 logements par an sur 6 ans dont 360 logements aidés-

Pour la commune, le PLH prévoit 100 logements dont 26 aidés. M. le Maire rappelle qu'avec le projet d'aménagement rue de la Cheneau, il est prévu 60 logements dont 22 aidés.

M. QUINIO précise qu'il votera pour le PLH qu'il considère nécessaire. Il espère que cela permettra d'attirer une population sur Metz qui jusqu'à présent s'éloignait de l'agglomération en raison des coûts élevés d'achat ou de location et des taxes. Toutefois, il espère qu'un suivi sera effectué par une commission qui se réunira régulièrement pour acter les différentes réalisations car il rappelle que le précédent PLH a été un échec. Les objectifs n'ont pas été atteints car il n'y a pas eu de suivi.

Les statistiques de l'INSEE montrent le déclin de la population de l'agglomération. Le vote probable de la hausse de la fiscalité n'encouragera certainement pas les personnes à venir sur l'agglomération.

Il émet 2 remarques :

- 1) La répartition des logements programmée sur 6 ans n'a pas tenu compte des efforts de certaines communes qui avaient déjà construit des logements aidés. Ces communes ont été placées sur le même indice que les communes qui n'en ont jamais construit.
- 2) Il est impératif qu'une Commission soit intraitable sur l'application de l'article R 55 de la loi SRU. En effet, il faut veiller à ce que les communes de + de 3500 habitants, en déficit de logements sociaux, fassent les efforts nécessaires pour atteindre leur quota.

En ce qui concerne l'aide à la pierre (subventionnement des bailleurs sociaux), il regrette que cette possibilité ne soit citée dans le PLH qu'à titre d'étude et non un point essentiel suivi d'une signature de convention qui incite les bailleurs à venir construire sur l'agglomération.

Le **Conseil Municipal**,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Construction et de l'Habitat, et notamment l'article R302-9,

VU la délibération du Conseil de Communauté de Metz Métropole en date du 28 juin 2005 approuvant la révision du Programme Local de l'Habitat,

VU la délibération du Conseil de Communauté de Metz Métropole en date du 13 décembre 2010 arrêtant le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH),

Considérant que le projet de Programme Local de l'Habitat doit être soumis pour avis à chaque Conseil Municipal,

émet un avis favorable sur le projet de Programme Local de l'Habitat tel qu'arrêté par Metz Métropole.

Adopté par 21 voix pour et 1 voix contre (M. CORTINA)

13) REMBOURSEMENT DE SINISTRE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil Municipal le sinistre survenu route de Longeville le 29 avril 2010. Une personne a perdu le contrôle de son véhicule dans le sens Longeville-les-Metz/Scy-Chazelles et a percuté la glissière de sécurité en bois qui sépare la route du chemin piétonnier. La traversée d'un sanglier serait en cause.

Les travaux de réparation se sont élevés à la somme de 1 138,59 €.

M. NICOLAY demande à l'Assemblée de se prononcer sur l'encaissement du chèque du même montant.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à procéder à l'encaissement.

Adopté à l'unanimité.

14) SUBVENTIONS COMMUNALES AUX ASSOCIATIONS

Rapporteur : Madame GAUGIN

a) Amicale du Personnel communal

Mme GAUGIN présente au Conseil le bilan 2010 ainsi que le budget prévisionnel 2011 de l'Amicale du Personnel Communal. Une subvention d'un montant de 3500 € est demandée.

Elle rappelle qu'en 2010, l'association a organisé les feux de la Saint Jean et participé au son et lumière du 8 mai et à la Fête de la Musique. Un repas dansant avait été organisé pour Halloween mais a dû être annulé faute de participants.

Pour 2011, une manifestation Feux de la Saint Jean est prévue.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accorde à l'Amicale du personnel communal une subvention de 3 500 €.

Adopté à l'unanimité.

b) AS Scy-Chazelles

Mme GAUGIN précise que tous les comptes de l'association nous sont parvenus en bonne et due forme.

Un solde excédentaire a été dégagé au cours de l'année 2009/2010 d'un montant de 775,35 €. Le budget prévisionnel s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 10 500 €. Une subvention de 2 000 € est demandée comme les années précédentes.

* Mme GAUGIN rappelle que l'association a participé en 2010 à la fête du 14 juillet comme la Commune l'avait souhaité.

* Mme PALUCCI précise que 17 000 € sont dépensés chaque année pour l'association pour l'entretien des terrains et des vestiaires. C'est une somme importante et qu'il faudrait en tenir compte dans notre réflexion.

* Mme ANTOINE précise qu'un montant de 12 000 € concerne uniquement l'entretien annuel des terrains de foot, entretien qui incombe à la commune puisque ces terrains existent avec ou sans le Club de foot.

* M. le Maire précise que le terrain d'entraînement est également utilisé par les écoles communales et ouvert aux jeunes du village. Il rappelle que l'aménagement des 2 terrains a nécessité un investissement

important de la commune en 1985 et un emprunt pris sur 30 ans. Il paraît impossible qu'ils ne soient plus utilisés parce que la commune n'aurait pas soutenu le club.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accorde à l'AS SC-CHAZELLES une subvention de 2 000 €.

Adopté par 20 voix pour et 2 abstentions (Mme PALUCCI – M. BRABLE)

c) Loisirs et Amitiés Sportives

Mme GAUGIN fait part du dossier de demande de subvention déposé par l'association Loisirs et Amitiés Sportives qui compte 28 adhérents dont 10 membres de SC-Chazelles.

Cette association propose chaque semaine de la gymnastique douce (activité suivie par une vingtaine de participants) et organise des sorties culturelles (sortie au Château de Manderen). Un repas avec loto est également prévu pour cette année. L'association sollicite une subvention de 500 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accorde à l'association Loisirs et Amitiés Sportives une subvention de 500 €.

Adopté par 15 voix pour et 6 abstentions

(Mmes MAHIEU – PALUCCI – PATRICOLA – ANTOINE - M. QUINIO – BRABLE)

M. CORTINA a quitté la salle après le vote de ce point.

d) Maîtrise de la cathédrale de Metz

Dans le cadre de la 2^{ème} édition du « Printemps des maîtrises » et de la Journée de l'Europe organisées par la Maison de Robert Schuman, un concert sera donné à l'église Saint Remi, le 7 mai prochain par la Maîtrise de la Cathédrale de Metz en association avec le Centre de Musique Baroque de Versailles.

Pour les besoins de ce concert, la Maîtrise doit louer un orgue positif. Elle fait donc appel à la Commune afin de participer à cette location.

M. le Maire précise qu'il en est de même dans chaque commune où ce concert aura lieu.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte de verser la somme de 300 € pour participer aux frais de location de l'orgue positif.

Adopté à l'unanimité

e) Natur'&Cie : 2 000 €

Mme GAUGIN présente le bilan 2010 qui laisse apparaître un déficit de 2 500 € entièrement couvert par les fonds propres de certains membres et le budget prévisionnel 2011 de l'association qui s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 9 500 €.

Elle rappelle qu'en 2010, l'association avait organisé le premier festival de Photo nature et animalière durant 4 jours en mai et une conférence/diaporama du photographe professionnel Fabrice CAHEZ sur le Chat Forestier.

L'expérience est renouvelée cette année avec la 2^{ème} édition du festival les 20, 21 et 22 mai prochains. 13 photographes exposeront dans les salles communales. Un chapiteau sera dédié à la présentation du matériel photo avec possibilité d'essayer les produits. Les plus grandes marques seront présentes.

Deux conférences seront données les samedi et dimanche et auront lieu à l'auditorium du musée Schuman. Des films, documentaires, reportages seront projetés en extérieur sous chapiteau dont le film « Les animaux amoureux » de Laurent Charbonnier. Des sorties nature auront lieu également comme l'an passé.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accorde à l'association Natur'&Cie la somme de 2 000 €.

Adopté à l'unanimité

15) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 4 n°a/189 et 149	rue Robert Schuman
Terrain	section 9 n°62, 76 186	

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

16) DIVERS

ACTIONS EN JUSTICE

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que, dans le cadre des actions portées devant la justice en matière d'urbanisme, il convient de prendre une délibération nominative pour déléguer le Maire ou le conseiller délégué chargé de l'urbanisme et du droit des sols à représenter la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise Jacques STRAUB, Maire ou Jean BRABLE conseiller délégué à l'urbanisme et au droit des sols, à représenter la Commune dans l'action portée en justice contre Mme BERNAUER BUSSIER relative à une infraction à l'urbanisme et au droit des sols,

Adopté à l'unanimité

SC-CHAZELLES, le 12 février 2011

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

Le Maire
Jacques STRAUB